

# Dix clés pour se

- ▶ Ecole, formation, paysage institutionnel, coûts salariaux, investissements ciblés, recherche & développement... Qu'est-ce qui coince en Belgique ?
- ▶ Des « experts » pointent avec nous les dix nœuds à défaire pour faire face plus efficacement aux « chocs » économiques, et tenter de sortir de la crise.
- ▶ Il n'y a pas de solution(s) miracle(s), mais bien des (dix, au moins) problèmes majeurs à résoudre.



Au sein de l'Europe, c'est en Belgique que l'adéquation entre la formation et la réalité du marché du travail est la plus faible. © BRUNO ARNOLD / ASAP

## Réguler les formations

L'école est-elle assez adaptée aux demandes de l'entreprise ? La réponse est « non » pour Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL. « En septembre, la Banque nationale a produit un rapport sur l'adéquation entre la formation et la réalité du marché du travail. Au sein de l'Europe, c'est en Belgique que l'inadéquation est la plus forte. »

Pour Jean Hindriks, l'école obligatoire est à repenser. « On a un enseignement très théorique, abstrait, détaché des réalités. Il faudrait développer la pédagogie du projet. » L'enseignement technique et professionnel reste une filière de relégation, prolonge-t-il. « Quoi qu'on dise, un enfant en technique/professionnel est considéré comme un enfant en échec. » Or, dans les emplois non pourvus, en Wallonie, on repère beaucoup de fonctions techniques (15.000 postes). « Avec un chômage de 14 % en Wallonie, on va bouder ces emplois ? »

**Des solutions ?** En voilà au moins une : pour Jean Hindriks, il faut réguler la formation. « On forme des tas de philosophes, des psychologues, des économistes. Et en chimie et en ingénieur, on n'a personne ! Il y a un tel déficit d'ingénieurs en Flandre qu'ils ont supprimé l'examen d'entrée. » Comment réguler, pratiquement ? « On pourrait imaginer des primes, un financement différencié pour certaines filières avec des minerval réduits et, pourquoi pas ?, pas de minerval du tout. Il y a le mécanisme des prix, il y a le mécanisme des quotas... » P.BN

## Jouer sur la flexibilité

La Belgique peut-elle subir des délocalisations en raison d'un manque de flexibilité ? Ford n'a pas invoqué un problème dans ce domaine mais, côté patronal belge, et côté politique, même à gauche, le manque de flexibilité est souvent invoqué. Pourtant, la Belgique dispose d'outils déjà nombreux, dans ce domaine. « Il y a d'abord une flexibilité externe, explique Esteban Martinez, professeur de sociologie du travail à l'ULB. Les possibilités d'engager et de licencier sont assez souples. Les délais de préavis des ouvriers sont courts. Nous avons aussi une flexibilité interne, qui s'est beaucoup développée : les aménagements du temps de travail sont nombreux, pouvant passer par des systèmes qui permettent des semaines de 48 heures, compensées plus tard par des périodes plus légères. » La Belgique dispose aussi d'un outil qui a fait ses preuves en temps de crise : le chômage économique, qui permet de mettre des salariés au chômage avec un complément payé par l'employeur.

Le professeur conclut que le départ de Ford n'est sans doute pas lié à un problème de flexibilité. Un bémol, quand même : d'autres pays ont des traditions sociales différentes. On peut parfois y licencier plus facilement, y travailler plus longtemps. Une comparaison internationale est parfois défavorable à la Belgique. B.DY

## Ne pas « ennuyer » les entreprises

Les pouvoirs publics soutiennent l'activité économique. Mais les aides sont-elles suffisantes et bien ciblées ? Pour Didier Paquot, directeur du département économique de l'Union wallonne des entreprises (UWE), des efforts ont été faits depuis le plan Marshall et les pôles de compétitivité. « La situation est bien meilleure qu'elle ne l'était il y a cinq ou six ans. » Mais d'une façon générale, dit-il, le politique reste encore trop pusillanime quand il s'agit de faire des choix et l'aide reste encore trop dispersée.

« Bien sûr, ce n'est pas simple, admet-il. Qui aider ? Le plus fort pour qu'il soit plus fort ? Le faible pour qu'il soit meilleur ? Des entreprises étrangères que l'on encourage à venir chez nous ? Et puis, qu'est-ce qu'on aide ? Des domaines porteurs au risque de négliger d'autres qui peuvent être très bons quand même ? Les pouvoirs publics oscillent entre toutes ces solutions sans vraiment avoir fixé une ligne directrice. Il faudrait avoir le courage de miser en assumant le fait que l'on est injuste – la Flandre l'a fait. Encore une fois, en Wallonie, des efforts ont été faits et, au moins, le politique réfléchit-il désormais à la meilleure façon de procéder. »

**Trop de formalités.** Pour Vincent Reuter, administrateur délégué de l'UWE, avant d'aider les entreprises, il « faudrait éviter de les ennuyer ». « Il y a trop de formalités, de paperasses, de permis, d'attentes. Il faudrait détruire l'illusion que tout ce qui est complexe est efficace ! » Vincent Reuter salue le plan Marshall. Mais il attend que l'aide à l'activité économique fasse l'objet d'une réflexion globale, que la politique industrielle « fasse un tout ». « D'un côté, on soutient. De l'autre, on handicape, comme avec l'Aménagement du territoire qui est pour nous un gros point noir. On accélère en même temps que l'on appuie sur la pédale de frein. » P.BN

## Des gouvernements mieux coordonnés

**Constitutionnaliste** (Université de Liège), compagnon de route de nos responsables politiques lorsqu'il s'est agi de confectionner les textes juridiques ayant trait à la sixième réforme de l'Etat, Christian Behrendt ne glorifie pas pour autant notre modèle institutionnel : « On peut se poser des questions. Prenez la politique économique, c'est une compétence régionale par excellence. Or les opérateurs économiques dans le monde ne se demandent pas s'ils doivent s'adresser à tel ou tel interlocuteur ; ils ont besoin de sécurité, de simplicité en règle générale. Du reste, quand il y a un problème social, c'est le système de "sécurité sociale" qui intervient, au fédéral donc. D'un mot, je dirais que nos réformes de l'Etat ont un sens pour autant que nous sachions faire fonctionner nos "organes de concertation", conclure des "accords de coopération" plus ambitieux et efficaces, bref avoir des politiques coordonnées à certains égards entre le fédéral et les Régions, comme entre les Régions. Or, c'est très peu, trop peu le cas. » D.CI

## Un paysage politique stabilisé

Notre « paysage politique » est-il le mieux indiqué pour faire face aux coups durs économiques et sociaux, comme on les vit actuellement ? Pascal Delwit, politologue (ULB) : « A titre principal, il y a le paramètre économique : ce qui se passe actuellement à Ford-Genk ou Duferco échappe largement à la décision politique. C'est vrai en Belgique – d'autant plus que nous sommes devenus un pays de "filiales" incontrôlables, aux mains de multinationales –, mais d'autres pays, d'une autre dimension, comme la France, ne sont pas épargnés. Cela étant, notre paysage politique n'est pas optimal. Il y a une certaine fragilité. L'institutionnel n'est pas un modèle de stabilité, c'est un euphémisme. Tout cela n'offre pas forcément les meilleures garanties aux investisseurs. Et, a contrario, certaines entreprises multinationales peuvent estimer que si elles ferment leurs portes chez nous, la réaction politique ne suivra pas de façon unitaire, la résistance ne sera pas la plus forte... »

**Pascal Delwit** conclut : « Alors, je ne dis pas : "Il n'y a qu'à." Ce n'est pas simple. Mais je dis qu'il faut prendre en compte ces paramètres dans l'analyse objective de la situation, et tenter d'y remédier. » D.CI

## Surveiller les coûts salariaux

Le sujet est tabou. Après la fermeture de Ford Genk, plusieurs associations patronales ont mis en cause les coûts salariaux, en Belgique, qui pourraient être responsables du dédain des investisseurs. L'entreprise a précisé que cet aspect n'avait pas motivé son départ. Mais cela pourrait être un facteur. Car la Belgique, effectivement, présente un handicap. « Entre 1996 et 2011, l'augmentation des coûts salariaux belges a été supérieure de 4,6 points de pour cent à celle observée en moyenne en France, aux Pays-Bas et en Allemagne », écrit Robert Plasman (ULB). Ceci dit, si on regarde les chiffres de près, le handicap n'existerait que vis-à-vis de l'Allemagne.

**Pour autant**, tant le monde patronal qu'une bonne partie du monde politique entendent agir sur les salaires à bref délai. « Pas sur le salaire net, les Belges ne sont pas trop payés, mais sur les coûts pour l'entreprise », insiste Pieter Timmermans, le directeur de la Fédération des entreprises de Belgique. Derrière, se profile aussi l'éternel débat sur l'indexation, un autre tabou. Mais on peut davantage s'attendre à un débat sur les charges salariales, le gouvernement excluant dans son accord de majorité de toucher à l'index. B.DY



Le Wallon Rudy Demotte et le Flamand Kris Peeters doivent-ils mieux coordonner la politique économique de leurs gouvernements ? © BENOIT DOPPAGNE / BELGA

# relancer

## Se lancer plus facilement

**Le climat** des affaires n'est pas au beau fixe sous nos latitudes. Le dernier rapport de la Banque mondiale publié cette semaine sur le sujet est bien là pour nous le rappeler. Pour la deuxième année de suite, la Belgique a reculé dans la hiérarchie mondiale : nous pointons désormais à la 33<sup>e</sup> place. Dépassés par l'Allemagne et les Pays-Bas, notamment.

Ce qui doit être amélioré chez nous ? Pour la Banque mondiale, il est encore trop compliqué pour les entreprises d'obtenir un crédit. Plus prosaïquement, l'accès à l'électricité qui pourrait être plus rapide et plus efficace est aussi pointé du doigt par le rapport. Cette procédure peut durer jusqu'à 88 jours chez nous, alors que cela prend 17 jours à peine en Allemagne.

**Gros point noir** : le transfert de propriété. Nous sommes au niveau du... Nigeria et du Liberia. Concrètement, il y a 8 étapes dans la procédure pour l'achat d'un bien immobilier d'une valeur de 1,7 million d'euros à Bruxelles et cela dure en moyenne 64 jours. Un allègement des procédures administratives liées à ces démarches de base pour se lancer dans le monde des affaires permettrait à la Belgique de se replacer habilement face à ses voisins.

P.-Y.W.

## Soigner la R&D

**L'accélération** de la transition vers une société de la connaissance est un des défis clés pour redresser la position concurrentielle en perte de vitesse de la Belgique. Le pays se situe actuellement dans le ventre mou européen à bonne distance cependant du peloton de tête constitué de l'Allemagne et des pays scandinaves.

C'est écrit noir sur blanc dans le dernier rapport annuel de compétitivité au sein des 27 publié par la Commission européenne il y a quinze jours. Notre pays est encore trop dépendant de secteurs comme la chimie et les matériaux électroniques : des segments très gourmands en capital. Par ailleurs, ces secteurs sont soumis à une rude concurrence en provenance de pays réputés « moins chers ».

**Dès lors**, pour contrer ce désavantage, la Belgique devrait mieux exploiter le potentiel de son système de recherche et développement (R&D). Le rapport de la Commission souligne notamment le problème de fragmentation entre les différentes régions du pays des dépenses publiques en recherche et développement et la baisse des investissements privés dans ce secteur. Comme bon nombre d'autres Etats-membres, la Belgique est invitée à stimuler l'entrepreneuriat avec plus de force et à mieux commercialiser la plus-value de sa recherche.

P.-Y.W.

## Réduire l'insécurité juridique

**Une réglementation** trop touffue, des changements trop fréquents, une trop grande lourdeur administrative : pour la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), tout cela handicape le dynamisme économique.

« Une entreprise ne devrait pas devoir consacrer une si grande partie de son temps aux tâches administratives », explique son secrétaire général Philippe Lambrecht, qui souligne le volume croissant de « la production réglementaire », pour partie certainement positive, mais qui génère « trop de textes qui n'ont visiblement pas été mûrement réfléchis ». Le secrétaire général de la FEB déplore aussi la multiplication de règlements et de circulaires dont l'objet est de... rendre intelligible des lois mal rédigées.

**S'ajoute** « le manque de stabilité de la législation, que ce soit en matière fiscale ou sociale. C'est un handicap certain, car la prévisibilité est très importante pour les entreprises, surtout du point de vue d'investisseurs étrangers ». Certes, Philippe Lambrecht admet que ce n'est pas la principale raison de notre manque de compétitivité. « Et certainement pas le premier handicap de notre pays », ajoute Etienne de Callataÿ, *chief economist* de la Banque Degroof.

D.B.

## Stabiliser la fiscalité

**La pression fiscale** constitue, selon la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), un handicap sévère. A priori, difficile de lui donner tort : en Belgique, le taux nominal de l'impôt des sociétés est, à 34 %, largement supérieur à la moyenne européenne. Et pourtant, les choses sont moins claires qu'il n'y paraît, explique Etienne de Callataÿ, économiste en chef de la Banque Degroof : « Il est difficile de concevoir que notre environnement fiscal serait un des principaux handicaps de l'économie belge pour ce qui concerne la fiscalité des entreprises et des revenus de capitaux. » L'économiste rappelle qu'il y a de grandes différences entre le taux nominal d'imposition et le taux effectif de taxation. Difficile dès lors de comparer la pression fiscale effective entre pays.

**L'instabilité** peut exister « par exemple dans le cas des intérêts notionnels. Sur ceux-ci, une épée de Damoclès n'a jamais cessé de planer. De sorte que le système a plus bénéficié aux entreprises déjà installées, qu'il n'a permis d'en attirer de nouvelles ». Etienne de Callataÿ juge toutefois que le problème est moins important qu'on ne le dit : « En matière fiscale, la possibilité de conclure avec le fisc des accords préalables (NDLR : ce qu'on appelle le ruling) crée une sécurité juridique que les entreprises apprécient. » D.B.



La Commission européenne recommande à la Belgique de mieux exploiter son potentiel en matière de recherche et développement. © D.R.